Féminisme ou barbarie ? Du 8 mars à la crise du coronavirus, éléments de réflexions pour le jour d'après

lundi 20 avril 2020, par [MERONI Arya](#) (Date de rédaction antérieure : 19 avril 2020).

La pandémie du coronavirus met en évidence une crise de la reproduction sociale partout dans le monde - c'est à dire, que toutes les activités qui permettent le maintien et la reproduction collective de la vie sont mise en difficultés, dévalorisées, entravées par le système capitaliste. [1] La santé et l'éducation sont privatisées, marchandisées et les services publics fonctionnent de moins en moins bien. Il y a des limites à vouloir rentabiliser le soin, et la pandémie en est une : vendre la santé aux mutuelles privées ne protège pas de la contagion, avoir des lits, des masques et du personnel, si. En choisissant de sauvegarder les profits, les états capitalistes sacrifient la vie : on meurt d'être entassées dans des maisons de retraites ou seule dans son appartement, de ne pas avoir de chez soi ou d'être confinée avec un conjoint violent ou de devoir travailler 60h à l'hôpital. L'atomisation de la société et la mise en concurrence de chacun-e contre tout-e, la rentabilisation de toutes les activités humaines et la promotion de l'autoritarisme pour discipliner la société par le néolibéralisme ont créées les conditions désastreuses de la gestion de la crise.

Sommaire

- [Le mouvement féministe comme](#)
- [Le mouvement féministe comme](#)
- [Le mouvement féministe comme](#)

Face à la catastrophe en cours et à venir, il n'y a donc rien à attendre des fossoyeurs du monde. Ceux qui détruisent consciemment la planète, cherchent sans cesse de nouvelles façon de faire des bénéfices y compris en tirant profit des catastrophes, ordonnent aux polices et aux armées de réprimer, mutiler, et tuer les populations qui réclament des vies dignes, ceux-là sont nos ennemis mortels. S'il y a un espoir, c'est du côté de notre classe qu'il faut le chercher. Du côté des ouvrière-e-s de General Electric qui réquisitionnent leurs usines pour produire des respirateurs artificiels. Des soignant-e-s qui risquent leurs vies ou celles de leurs proches pour assurer le maintien de la vie. De toutes les personnes qui créent des réseaux de solidarités, qui prennent soin de leur entourage et de leurs voisins, qui aident les migrant-e-s et les sans-abris, qui s'auto-organise pour repenser, collectivement, des modes de vie solidaires : seul le peuple sauve le peuple !

Par en bas, nous essayons de répondre cette crise en repensant, dans l'action, une gestion plus collective, démocratique, solidaire et égalitaire de la reproduction sociale. Mais répondre à la crise ne suffit pas, ne suffit plus. Trop acculées depuis tant d'années, nous nous défendons, nous répondons, nous encaissons les coups du néolibéralisme assassin et des catastrophes qu'il sème ici ou là. Pour ne plus avoir à subir, jamais, ces situations qui se répète dramatiquement, il faudra un

mouvement social de masse pour transformer radicalement la société sur ces bases. Un tel mouvement ne pourra réussir qu'en intégrant pleinement le féminisme - entendu comme mouvement collectif de transformation de la société et comme politique de l'émancipation.

Comme mouvement collectif de lutte, le féminisme est à l'avant-garde de la lutte des classes partout dans le monde depuis des années, notamment parce qu'il est le mouvement qui s'attaque à sauvegarder et redéfinir les conditions collectives de la reproduction sociale. Ainsi, lutter pour le droit et l'accès libre et gratuit à l'IVG, c'est aussi lutter pour une refonte et une globalisation des système de santé publique ainsi que pour un changement de paradigme concernant la reproduction humaine : il s'agit de ne plus la soumettre à des intérêts religieux ou capitalistes de maintien de l'espèce ou du réservoir de travailleurs disponibles mais de considérer qu'elle est la dernière étape d'une réflexion partagées entre plusieurs individus souhaitant élever un enfant et au centre de laquelle est placée le corps et le choix de la personne qui sera affecter 9 mois durant par ce processus. Ainsi, le mouvement féministe lie reproduction sociale à l'émancipation, dans tous ses combats et il politise tous les rapports sociaux pour les arracher à l'emprise du capital misogyne, raciste et LGBTQI-phobe : nous voulons vivre, dignement, sans peur, nous voulons pouvoir avorter ou avoir un enfant, s'assumer, sans crainte, ne plus être invisible, être soi-même et épanouit, sans contrainte, ni du Père qui ordonne, ni du Patron qui assouvit.

En tant que mouvement, le féminisme est donc aussi une perspective politique qui redéfinit les rapports humains. Il s'agit de ne plus idéaliser la réussite individuelle autoritaire et virile, de ne plus promouvoir les rapports concurrentiels entre les individus, enfin, de ne plus se penser comme le nirvana de l'existence. Ses perspectives de respect, d'égalité réelle et de sororité-solidarité doivent traverser l'ensemble du mouvement social. Il y a des leçons à prendre de ces mouvements qui remettent au centre la vie et la transformation de sa gestion collective [2].

Le mouvement féministe comme mouvement de jeunes

Les conditions pour l'émergence d'un mouvement féministe de masse et combatif saturent l'air du temps français depuis quelques années : depuis MeToo, combien de Baupin, de Darmannin, combien d'affaires de violences sexuelles à peine cachées, combien de blagues sexistes tolérées chez les Hanouna, les Pascal Praud ? Pourtant, c'est lorsque des milliers de jeunes femmes s'engagent dans un militantisme quotidien à partir de septembre 2019 que le féminisme surgit sur le devant de la scène. Il est devenu une affaire publique, au sens fort : partout, même dans les coins les plus excentrés des grandes villes, on trouve un collage féministe, un tag, ou une affiche invitant à une manifestation ou une réunion. Si le mouvement est inter-générationnel, c'est les jeunes qui le propulse, et ce n'est pas pour rien.

Absente en tant que telle [3] des mobilisations sociales depuis quinze ans, la jeunesse n'est pourtant pas dépolitisée, blasée ou individualiste. Au contraire, nos générations semblent toujours enclines à vouloir tout changer, alors que le capitalisme joue ses présents profits en condamnant notre futur à une nuit de brouillard sans fin : chômage de masse, guerres permanentes, agonies des migrant-e-s, assassinats de femmes et des personnes LGBTQI, destruction de la planète et du vivant. Pour le capitalisme totalitaire, tout ce qui ne permet pas de faire du profits n'a aucune utilité.

Dans ce contexte, ce que certains nomment vulgairement les « questions sociétales » deviennent centrales. Il s'agit de défendre la possibilité d'une vie digne pour l'extrême majorité de la population mondiale. Les formes d'engagement des jeunes sont à comprendre dans cette perspective. L'aide au migrant-e-s, la lutte contre les violences policières et le racisme d'état, les grèves pour le climat, les gilets Jaunes, le mouvement féministe, sont autant espaces dans lesquels nos générations

s'investissent et qui posent au final la question de savoir qui a le droit de vivre et pendant encore combien de temps.

C'est ainsi qu'il faut lire la spectaculaire apparition du mouvement féministe auto-organisé en France. On part d'une problématique pourtant simple en théorie : les féminicides dû aux violences conjugales augmentent et il faut débloquent des moyens pour mettre en place des dispositifs pour inverser la tendance. On peut y répondre, simplement aussi, en débloquent les moyens. Ou on peut considérer, froidement, que s'il n'y a pas de profits possibles en sauvant la vie de femmes, il ne sert à rien d'investir. C'est en substance ce qu'annonce Edouard Philippe, le 31 août 2019, quand il ouvre un grenelle de trois mois sur les violences conjugales dont le financement des mesures « n'est pas le débat » et offre le lendemain plusieurs centaines de millions d'euros aux entreprises pour soutenir l'innovation dans la technologie française. On s'occupera des violences lorsque les taux de profits des entreprises seront assurés. C'est à dire, jamais. Si vous ne voulez plus risquer, constamment, de subir un viol, par votre mari, votre oncle ou un ami, si vous ne voulez plus être humiliée, agressée, assassinée, parce que vous être trans ou lesbienne et que vous l'assumez, si vous ne voulez plus être insultée, dévalorisée, violentée parce que vous portez un voile ou que votre nom ne sonne pas français, si vous ne voulez plus être assassinée simplement parce que vous existez, il va falloir s'organiser.

C'est un condensé de tout ça qui s'est passé le 7 mars au soir, une semaine après le sacre de Polanski aux césars. Quand plus de 600 tags redécorent en deux heures l'hyper-centre de Toulouse d'ordinaire interdit aux femmes après 22h, s'exprime, de manière explosive, la prise de conscience radicale que le monde ne nous prendra pas en compte tant qu'il n'aura pas radicalement changé de base. Et les réactions des passants suffisent à dire tout ce qu'il y a à changer. D'abord de l'incompréhension -pourquoi y-a-t-il 1500 (jeunes) femmes et minorités de genre dans nos rues à une heure aussi tardive ? - puis, très vite, de la peur et de l'agressivité : le 8 mars, ça devrait être Disney, la complémentarité, la célébration de la douceur, la journée de la *fame*, on offre des roses et on paye le resto. Ce n'est pas une foule qui inonde les rues, y déverse des slogans, des chants, des tags, contre les violeurs, l'état, les flics et les bourgeois.

C'est cela qui a été fortement réprimé à Paris, Nantes ou ailleurs. L'état capitaliste ne s'y trompe pas. Tant que le féminisme peut être récupéré pour vendre des tee-shirts fabriqués par des femmes et des enfants esclaves, il ne dérange pas. On va laisser la parole à Caroline Fourest ou à Florence Montreynaud qui pourront, en prime, aider à la barbarie en cautionnant les guerres impérialistes, en excluant les femmes voilées, en stigmatisant les personnes trans et tout ce qui n'est pas « bankable » pour le système. Par contre, il suffit que le féminisme fasse mouvement collectif pour l'émancipation de tout-e-s, contre tout ce qui met les profits avant la vie, et il n'y a aucune gêne à traîner des adolescentes par les cheveux dans le métro parisien. On ne le redira jamais assez en cette période de pandémie, mais le capitalisme et ses représentants choisiront toujours l'argent. Y compris si la défense du capital passe par tabasser plusieurs milliers de femmes qui réclament des mesures contre les violences de genre !

Le mouvement féministe comme jeune mouvement

Ce 8 mars, la mobilisation a été plus importante que d'habitude. Et pour cause. Après le 23 Novembre, qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues, la mobilisation contre la réforme des retraites a vu fleurir, un peu partout, des cortèges féministes, bientôt rejoint par des initiatives de femmes d'ATTAC et de syndicats. Dès janvier, la grève du 8 mars s'est préparée dans plusieurs villes dans des assemblées féministes ou dans des collectifs « mixtes » - regroupant des associations, des collectifs et des individus. De fait, la grève a été plus travaillée et

des initiatives ont ponctuées la journée dans plusieurs endroits : cantine populaire et occupation de place à Toulouse, occupation d'espace et village féministe à Marseille, rencontres féministes et soirée à Rennes, journée d'initiatives et de débats à Rouen... souvent, l'appel à la grève a été entendu comme la construction de dynamiques du mouvement féministe autonome. Bien sûr, l'auto-organisation n'est pas au niveau des pays d'Amérique Latine, de l'Etat Espagnol ou d'Italie et la grève générale n'a pas été effective, mais les dynamiques attestent d'une volonté de construire un moment global, qui ne s'intéresse pas qu'à des dates et conçoit le féminisme comme un mouvement permanent et quotidien.

En plus des initiatives citées, plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues, à nouveau. La mobilisation est, là encore, très jeune, ce qui démontre de l'énorme potentiel de croissance du mouvement féministe [4].

En particulier, inscrire le mouvement féministe dans les quartiers pourrait permettre de proposer un militantisme au plus près de préoccupation quotidienne, de réfléchir aux espaces collectifs d'organisation de la vie et de prises de décisions démocratiques. Cela pourrait permettre de toucher des femmes habituellement exclues du militantisme ordinaire parce que ne se retrouvant pas dans les appels généraux, universels et donc excluant ou parce que les conditions économiques ou sociales ne le permettent pas : toutes celles qui, subissant du racisme, ostracisées, invisibilisées, isolées, n'ont pas accès aux réseaux militants, ne vivent pas dans les lieux de passages des manifestations, ne lisent pas des tracts qui ne leurs parlent pas.

Ici, ce qui se passe depuis le début de la pandémie pourrait permettre une propagation rapide du mouvement féministe dans tous les quartiers. Les femmes sont en première ligne des réseaux de solidarités, les militantes féministes en animent certains et multiplient des initiatives. Il est donc tout à fait possible que le mouvement se propage par en bas, partout, en constituant des réseaux et des lieux de solidarité effective. Réseaux et lieux qui vont se faire sentir de plus en plus présent avec la crise qui arrive, en exportant, par exemple, le modèle de l'assemblée féministe comme « lieu de politique, de formation, d'échange, de vie et de sororité » dans nos quartiers.

L'autre marge de progression est sur les lieux de travail. Sur ce point, la difficile entente avec les centrales syndicales ne doit plus être un frein au développement. Les syndicats doivent s'adapter et accepter qu'un mouvement autonome existe à côté de lui, et alors, des liens particuliers de renforcement mutuel peuvent se créer [5]. On pourrait penser que tout-e militant-e souhaitant construire des luttes massives en vue de transformer la société se réjouirait de voir éclore, partout, des cadres qui permettent d'entretenir à un niveau élevé l'état de mobilisation. Pourtant, le mouvement féministe auto-organisé se retrouve encore souvent dans des relations tendues avec le mouvement syndical, et particulièrement avec certaines UD CGT [6]. il n'y aura pas vingt mille solutions. Ou les syndicats, et plus généralement les organisations du mouvement ouvrier traditionnel, opèrent une *féminisation*, acceptent de cohabiter avec le mouvement féministe et de changer un certain nombre de pratique. En particulier, se débarrasser du rapport concurrentiel et de guerre de territoires dans les mouvement sociaux, accepter de lutter en profondeurs contre toutes formes de violences et de dominations en interne, revitaliser leur vie démocratique et accepter, humblement, la critique. Ou il faudra que le mouvement féministe prenne confiance, tisse des liens avec les syndicats qui l'accepte et aille faire, ensemble, du féminisme sur tous les lieux de travail. Cela passera, nécessairement, par des ruptures et des recompositions mais l'enjeu est de taille. Si le mouvement féministe auto-organisé attire des jeunes, par ses valeurs et ses méthodes de sororité, d'entraide, de respect, de recherche démocratique, d'élaboration collective, de militantisme compassionnel, d'insurrection affective, il attire aussi beaucoup de femmes ayant plus d'expériences dans la vie, salariées, chômeuses ou retraitées, syndiquées en conflits avec leurs directions, militantes désabusées par les organisations qui les ont trop souvent laissées de cotées. L'enjeu, donc, c'est de s'adresser à toutes celles qui ne s'y retrouve plus.

Le mouvement féministe comme potentiel transformateur de la lutte des classes

Comme on l'a dit, le mouvement féministe en France est jeune et a des marges de manœuvres importantes. Parce qu'il propose un militantisme accessible, inclusif et démocratique, il attire de plus en plus de femmes et minorités de genre. En particulier, celles qui ne veulent plus se confronter à des cadres d'organisations opaques et qui reproduisent des rapports de dominations. L'autre force majeure du mouvement féministe, ici comme à l'international, c'est qu'il porte une perspective globale : il est contre le capitalisme, le patriarcat et le racisme, pour des rapports humains pacifiés, égaux et respectueux ; il refuse l'autoritarisme de l'état capitaliste et s'oppose parfois violemment à sa police et développe des cadres qui promeuvent la sororité, l'entraide et la solidarité ; il combat toutes formes de violences, d'où qu'elles viennent, et se pose du côté de l'épanouissement des sexualités et de l'amour libre et respectueux ; il lutte contre la destruction des environnements dans lequel il évolue et pense qu'il est possible de concevoir l'organisation collective de la vie humaine respectueuse de la planète. Il allie parfaitement la négation de toutes formes d'oppressions et d'exploitations avec la promotion en acte de l'émancipation collective vers un monde qui met au centre l'émancipation et la liberté de tout-e sous réserve d'un réel respect de chacun-e. En cela, il bouscule les schémas traditionnels du militantisme. Il ne s'agit pas d'attendre après une réforme ou une lutte victorieuse pour espérer des améliorations, mais de changer la réalité en la saturant de rêve.

Avec la grève générale féministe, ce qui se joue, ce n'est pas seulement de montrer que si les femmes s'arrêtent, tout s'arrête. Mais qu'on peut gérer différemment et collectivement les tâches de soin, de préparation des repas, de garde d'enfants. Que certains travaux sont inutiles. D'autres, au contraire, essentiels. Qu'on peut occuper différemment l'espace. Que les moments de la lutte sont des moments d'arts et de créations. Que l'insurrection peut être joyeuse. Et en proposant à un maximum de personnes de participer, on donne envie de continuer, indéfiniment : qui a déjà participé à une grève féministe quelque part dans le monde a senti la puissance illimitée du mouvement féministe. Il ne s'agit pas seulement d'un mouvement social, d'une lutte collective, d'organisations pour l'émancipation. Il ne s'agit pas non plus d'espaces de vies, de lieux de solidarités, de formes différentes d'organisations. C'est tout cela à la fois, et, bien plus : un mouvement révolutionnaire, la révolution et les bases de la société à venir [7]. Il fait la *grèvolution* : la grève féministe est tout autant un moyen d'ancrer dans le présent nos perspectives que de projeter dans le futur nos luttes.

Se faisant, les contours du mouvement féministe tracés ici doivent être, en aussi, projetés dans les mobilisations à venir. Il ne s'agit pas de diluer le mouvement dans une lutte des classes « universelle », au contraire. Comme on l'a dit, le mouvement féministe est le mouvement qui met au centre la question de la gestion collective de la reproduction sociale de la vie. En France, ce mouvement se développe depuis plusieurs mois et, même s'il a encore des marges de progressions importantes, il a permis à des dizaines de milliers de personnes militer. En mettant la grève féministe au centre et en multipliant les cadres d'actions, le mouvement féministe se conçoit globalement : la lutte pour l'émancipation de toutes, pour la vie digne et sa gestion collective, est une lutte quotidienne et permanente, et il n'est question d'en oublier ou mettre de côté aucun aspect. Les manifestations de rue, les réunions, les cafés débats, les collages, les happenings, les grèves, les occupations, tout compte, parce que tout est moment de création de la résistance et de l'alternative. Il ne s'agit donc pas de diluer cela dans les autres mouvements sociaux : il s'agit plutôt, pour les autres mouvements sociaux, de prendre au sérieux le mouvement féministe et d'intégrer ses pratiques si ils veulent mener une lutte à la hauteur de l'urgence.

Il y a urgence à repenser nos mobilisations, nos organisations, nos pratiques. Il y a urgence à unifier

notre classe, à tous les niveaux, de notre quartier à l'international. Il y a urgence à penser des mobilisations globale, internationales, contre le capital et tout ce qu'il a de destructeur. Il y a urgence à proposer une alternative viable et acceptable par tout-e-s celles et ceux qui se place du côté de la vie. Si la crise du coronavirus a permis de montrer quelque chose, c'est bien qu'il est possible de gérer différemment la vie collective. Il est possible d'arrêter les productions non essentielles et de continuer à vivre. Il est possible de choisir ce qu'on produit. Il est possible d'aider nos voisins. Il est possible de prendre du temps pour aider la collectivité. Elle montre aussi qu'il est nécessaire de mettre au centre de tout ce qui permet au tout d'exister. Qu'il est nécessaire de s'entraider, y compris à une échelle internationale. De repenser nos temps de travail et sa répartition entre toutes et tous. De revoir, collectivement, ce qu'est un travail et ce que sont nos priorités. On peut arrêter de produire cinq cent modèles de smart phones par jour, on peut arrêter de commander et de livrer des vêtements tous les jours, on peut arrêter d'effectuer un certain nombre de travail, on peut, enfin, arrêter de reverser des dividendes à une poignée d'hommes sans que le monde ne s'écroule. En revanche, on ne peut pas arrêter de prendre soin les unes des autres, d'aider, d'éduquer, de se respecter.

On peut choisir, dès demain, de tirer les leçons du confinement, et mettre au centre toutes les normes et les valeurs portées par le mouvement féministe et essayer de construire des luttes globales qui s'attaquent au capitalisme tout en développant les bases d'une société égalitaire, inclusive envers tout-es, démocratique, respectueuse des environnements et des différences et des désirs de chacun-e, pacifiée, solidaire et unifiée. Ou on peut repartir comme avant. Être sur la défense, à chaque barbarie. Avoir, sans cesse, un coup de retard. Et finir, dans un flot ininterrompu de guerres, de catastrophes, de souffrances, d'esclavages et de maladie, par espérer la fin du monde.

Arya Meroni

Notes

[1] Sur la théorie de la reproduction sociale, voir, les travaux de Tithi Battacharya. Par exemple, disponible sur ESSF (article53007), [La théorie de la reproduction sociale et pourquoi nous en avons besoin pour donner un sens à la crise du Coronavirus](#).

[2] Concernant les apports essentiels du féminisme dans la lutte des classes, peu de textes de références sont disponible en français.. En anglais, il y a par exemple les travaux de Lise Vogel, de Cinzia Arruzza ou de Tithi Battacharya. Certains textes commencent enfin à être traduit. Voir par exemple, un article de deux militantes de l'Etat Espagnol, Julia Camara et Laia Facet, ESSF (article 53006), [Féminisme ou barbarie ? Du 8 mars à la crise du coronavirus, éléments de réflexions pour le jour d'après](#).

[3] On parle ici de l'absence de la représentation qu'on se fait de la jeunesse dans les mouvements sociaux, avec des cortèges et de grèves massives sur les lycées et les universités dans les mobilisations contre les réformes des retraites de 2010 et 2020 et contre la loi travail en 2020. Cette image, qui exclu de fait les jeunes non-scolarisés et/ou les jeunes étudiant-e-s et travailleuses, a toujours était fausse et ne peut aujourd'hui plus définir la « jeunesse ».

[4] La politique, ce n'est certes pas une affaire arithmétique, mais s'il est possible de faire des

manifestation de 10 000 personnes avec 80% de moins de 25 ans, on imagine l'ampleur que pourrait prendre le mouvement féministe s'il se développait.

[5] C'est par exemple le cas, à Toulouse, du travail de militantes de Solidaires ou de la CGT Educ'Action qui, tout en proposant un militantisme féministe dans leur syndicat ou dans des collectifs sectoriels, n'ont aucun sectarisme vis à vis du mouvement autonome et participent parfois activement à sa construction.

[6] A Toulouse, l'UD CGT a refusé de prêter la bourse du travail à l'assemblée féministe pour l'organisation d'une rencontre féministe nationale. Ailleurs, la CGT a parfois organisé des manifestations contradictoire aux appels du mouvement autonome pour le 8 mars.

[7] Voir, à ce sujet, un article de Veronica Gago sur le site du CADTM, disponible sur ESSF (article 53009), [Une dynamique anti-néolibérale d'en bas ? Huit thèses sur la révolution féministe](#), et en particulier la thèse 5 : « *Cette dynamique du mouvement féministe est double : elle construit sa propre institutionnalité (réseaux autonomes) et, en même temps, elle interpole l'institutionnalité existante. Elle crée à son tour une temporalité stratégique qui agit simultanément dans le présent avec ce qui existe et avec ce qui existe aussi dans le présent mais comme virtualité, comme possibilité encore ouverte, non encore réalisée. Le mouvement féministe n'épuise pas ses revendications ou ses luttes dans l'horizon de l'État, même s'il n'ignore pas ce champ d'action, il ne croit décidément pas que l'État soit le lieu où la violence peut être résolue. Il s'agit d'une dimension utopique, qui a néanmoins une efficacité dans le présent et non pas dans le report d'un objectif final futur et lointain. Par conséquent, la dimension utopique parvient également à opérer au milieu des contradictions existantes sans attendre l'apparition de sujets pleinement libérés ou d'idéales conditions de luttes, ni sans faire confiance à un espace unique qui totalise la transformation sociale. En ce sens, le mouvement féministe fait appel à la puissance, la potencia, de la rupture contenue dans chaque action, et ne limite pas la rupture à un moment final spectaculaire d'une accumulation strictement évolutive.* »